

## Billet d'André Gachot\*

### Fleury Michon épinglé

La filière porcine française s'est engagée depuis de nombreuses années à proposer des produits de qualité et s'est fixée un certain nombre d'exigences de production, de l'élevage à la transformation. Ainsi au travers du logo "Le Porc Français", c'est notamment pour le consommateur la garantie d'une viande provenant de porcs nés, élevés et transformés en France et un gage de sécurité et de traçabilité grâce à l'encadrement réglementaire français.

Ces derniers mois, pour séduire les consommateurs, certains industriels n'hésitent pas à utiliser l'image de la production française pour vendre des produits étrangers. Dans cette catégorie, Fleury Michon est de nouveau épinglé, n'hésitant pas à apposer la photo des 3 éleveurs porcins français devenus célèbres par une campagne publicitaire sur les grandes chaînes de télévision, sur des barquettes de jambon espagnol.

La FRSEA et JA Pays-de-la-Loire dénoncent fermement cette tromperie ! Le consommateur doit pouvoir choisir en connaissance de cause, encore faut-il qu'il ait les bonnes cartes en main !

Les industriels ne peuvent pas sans cesse exiger plus des éleveurs sous couvert de répondre aux attentes sociétales et de l'autre côté aller s'approvisionner dans des pays ayant des exigences de production bien inférieures à ce qui est imposé par la réglementation française. Preuve en est les résultats du plan Ecoantibio 1 qui affiche une baisse de l'utilisation des antibiotiques de 42 % en élevage porcin. Pour 2015, l'usage des antibiotiques en médecine vétérinaire en France avec 70 mg/PCU\*\* est ainsi bien inférieur à la moyenne européenne de 135 mg/PCU, l'Espagne se situant à près de 400 mg/PCU.

Encore une fois de plus c'est l'éleveur qui se retrouve être le dindon de la farce. Si Fleury Michon a besoin des éleveurs français pour communiquer, les éleveurs porcins des Pays-de-la-Loire se tiennent prêts à se déplacer devant l'entreprise !

\* Président de la section porcine FDSEA

\*\*PCU = antibiotique utilisé par kilo d'animal

#### ELLE A DIT

“ L'ambition est de multiplier par 5 les surfaces de cultures associées à horizon 5 ans ”

a annoncé **Terrena**, mardi 15 mai. La coopérative poursuit le déploiement des associations de cultures, en accueillant cette semaine un séminaire du projet de recherche européen ReMIX, regroupant 23 partenaires, qui vise à généraliser cette pratique économe en intrants. « Chaque année plus de 1 000 ha de cultures associées sont mis en production par les agriculteurs adhérents de Terrena », a-t-elle indiqué.

#### Twitter Jeunes agriculteurs

@JeunesAgri49

La loi issue des #EGAlim ne doit pas oublier le retour de la valeur aux producteurs ! Rencontre @JeunesAgri49 @FDSEA49 avec députés départementaux @M\_Orphelin @phbolo @denis\_Masseglia au sujet de la loi @EGAlimentation.

Encartages : Agram - Salon de l'herbe

**REUSSIR** Anjou agricole  
14, avenue Joxé - BP 40704, 49007 Angers  
Cédex 01  
Tél. : 02 41 96 76 52.  
Mail : anjou.agricole@reussir.fr  
Éditeur : SA Inf'agri 49 au capital de 80 000 €  
Directeur de la publication : Jean-Marc Lézé  
Responsable de la rédaction : Emmanuelle Henry  
Rédacteur en chef : Romain Devaux  
Publicité locale : Réussir Grand Ouest  
1 Rue Léopold Sedar Senghor CS 50634  
14914 Caen CEDEX 9. Tél. : 02 31 70 88 18  
M.L.Béatrix : 06 45 99 52 41 ml.beatrix@reussir.fr  
Y.Courant : 06 82 28 18 77 y.courant@reussir.fr

Impression : Nouvelle République  
232 av. Grammont - 37000 Tours  
Origine principale du papier : France  
Taux de fibres recyclées : 60 %  
Journal imprimé sur du papier porteur de l'écolabel européen sous le numéro FR/037/01  
Eutrophisation (pâte et papier) : Ptot 0,01kg/tonne  
Commission paritaire : 0622 T 81733  
ISSN 1262-2605  
Dépôt légal à parution hebdomadaire  
Prix au n° : 3,05 euros  
Journal habilité à recevoir les annonces judiciaires et légales.



#### SUR LES ONDES



Jean-Philippe Boué, président de la Fnam Bretagne-Pays-de-la-Loire

### Quels seront les outils pour désherber demain ?

**>> Vendredi 1<sup>er</sup> juin, la commune de Loire-Authion va accueillir le premier salon pour matériels de désherbage en France, "Désherb'Expo". Pourquoi ce salon ?**

Jean-Philippe Boué : Désherb'expo se situe dans un contexte agronomique et économique évolutif et on a voulu créer cet événement en partenariat avec l'Iteipmai, l'institut des plantes médicinales aromatiques et à parfum, Hemp'it, la coopérative de chanvre semences et Végépolys, afin de répondre au mieux aux enjeux d'aujourd'hui, qui sont de produire toujours plus avec moins de phytosanitaires. Cette journée est faite pour continuer à chercher des alternatives, des solutions sur nos cultures, alors même que les solutions phytosanitaires s'amoinissent.

Ce qui nous paraît indispensable pour notre production spécialisée, c'est la pureté spécifique.

**>> Quels sont les équipements de désherbage qui vont être présentés lors de ce salon ?**

Le salon Désherb'expo comprendra 3 pôles : un pôle prospectif, avec les évolutions technologiques, la révolution numérique dont on parle beaucoup et la robotique. Un pôle avec des outils existant déjà en grandes cultures et qui peuvent être adaptés sur nos productions spécifiques (multiplication de semences, plantes médicinales, chanvre...) comme des bineuses, des herses étrilles, des houes rotatives ou encore d'autres matériels avec des détecteurs... Énormément d'essais sont menés par la Fnam et l'Iteipmai. On doit affiner beaucoup les recherches, car ce sont des cultures contractualisées, qui répondent à des cahiers des charges drastiques...

Bien évidemment il ne faut pas jeter la pierre à l'utilisation des produits phytos. Un troisième

pôle comprendra du matériel de pulvérisation, des buses... Des vendeurs seront présents pour expliquer comment utiliser les phytos au mieux, travailler sur une meilleure qualité de la pulvérisation, sur la diminution des volumes de bouillie. Il y a des évolutions aussi sur les produits phytosanitaires.

**>> En quoi le numérique peut-il vous aider dans la mission de désherbage ?**

Il peut nous aider à répondre à l'enjeu de pureté spécifique : au travers des drones et de la reconnaissance des mauvaises herbes, des robots nous permettent d'aller désherber encore plus précisément dans les cultures que ce qu'on ferait manuellement. Cela nous enlève ce côté manuel. Le numérique, en lien avec la robotique, a toute sa place dans nos exploitations. Il permettra de répondre à certaines attentes, comme le fait déjà les robots Oz et Dino de l'entreprise Naïo Technologies.

**>> Si l'on utilise de moins en moins de phytosanitaires, va-t-on passer plus de temps et plus d'énergie à désherber ?**

Il y aura un temps de latence. On va dépenser plus de temps, plus d'énergie, à la fois énergie humaine et énergie fossile... Je pense qu'on est vraiment dans une phase transitoire, il va falloir qu'on accepte aujourd'hui de modifier nos pratiques.. Ce qui nous demandera peut-être plus de temps à passer dans nos champs, en attendant une démocratisation des nouvelles technologies qui dans un premier temps resteront onéreuses. Mais, à l'échelle d'une dizaine d'années, je pense qu'on aura de grandes évolutions et de bonnes perspectives.



Prochaine chronique diffusée sur les ondes de RCF jeudi à 7 h 08 et 19 h 55.

#### En image...



Le congrès national du Service de remplacement a eu lieu les 15 et 16 mai à Aumont-Aubrac, en Lozère (48). Il a permis d'enclencher des réflexions de travail pour améliorer la qualité du service. La délégation Pays-de-la-Loire y était présente en nombre. Le Maine-et-Loire est d'ailleurs très actif dans la vie du service de remplacement : David Poupard, éleveur à Saint-Florent-le-Vieil, vient d'être élu membre du bureau Service de remplacement France et Jacqueline Cottier, agricultrice à Champteussé-sur-Baconne, a été renouvelée en tant que représentante de la FNSEA.